

LE DOSSIER DU MOIS JUILLET 2017

JEUNES ET JEUNES ACTIFS FACE À L'ÉPARGNE ET À LA RETRAITE

Le Cercle de l'Épargne, de la Retraite et de la Prévoyance

104-110, Boulevard Haussmann • 75008 PARIS

Tél.: 01 76 60 85 39 • 01 76 60 86 05

contact@cercledelepargne.fr

www.cercledelepargne.com

JEUNES ET JEUNES ACTIFS FACE À L'ÉPARGNE ET À LA RETRAITE

SOMMAIRE

LES JEUNES ET LEUR ÉPARGNE	03
<i>L'immobilier et l'assurance-vie feraient-ils moins recette chez les jeunes actifs ?</i>	03
<i>Actions et placements dits à risque suscitent l'intérêt des plus jeunes</i>	04
<i>Les jeunes restent attachés au Livret A</i>	05
<i>Touche pas à mon héritage !</i>	06
DES JEUNES SOUCIEUX POUR LEUR RETRAITE	07
<i>Les jeunes face au péril de la retraite</i>	07
<i>Malgré des moyens limités, il n'est jamais trop tôt pour préparer sa retraite</i>	07
<i>Retraites : Les jeunes sont-ils réellement prêts à faire plus d'efforts que leurs aînés ?</i>	08
LES JEUNES PRAGMATIQUES FACE À LA DÉPENDANCE	12
<i>Les jeunes favorables à une prise en charge collective de la dépendance</i>	12
<i>Financement de la dépendance, les jeunes veulent faire participer les retraités</i>	12

ÉPARGNE
RETRAITE
PRÉVOYANCE


WWW.CERCLEDELEPARGNE.COM

SUIVEZ-NOUS SUR    

JEUNES ET JEUNES ACTIFS

FACE À L'ÉPARGNE ET À LA RETRAITE

Au premier janvier, la France comptait 66,99 millions d'habitants. Parmi eux, les 18-34 ans représentaient près de 20 % de la population totale avec respectivement 5,34 millions de jeunes majeurs âgés entre 18 et 24 ans et 8,02 millions pour la tranche 25-34 ans.

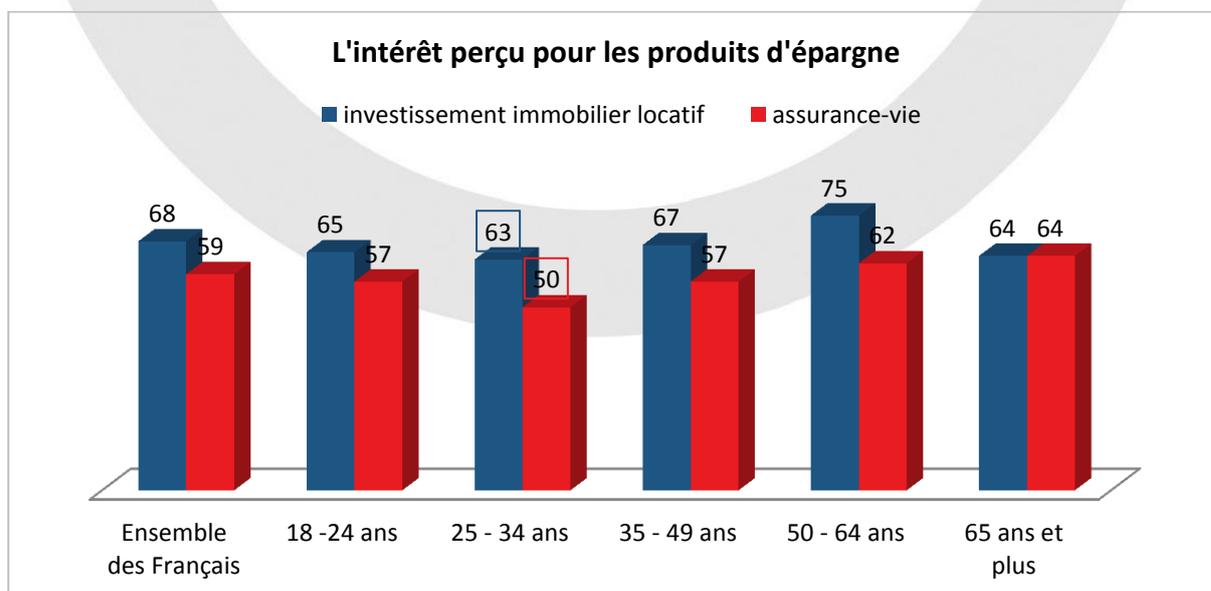
Cette étude, consacrée aux générations nées dans les décennies 80-90, dresse un portrait des jeunes et du regard qu'ils portent sur la retraite et l'épargne à travers une analyse ciblée des résultats de notre enquête Cercle de l'Épargne/Amphitéa sur l'épargne et la retraite.

LES JEUNES ET LEUR ÉPARGNE

L'IMMOBILIER ET L'ASSURANCE-VIE FERAIENT-ILS MOINS RECETTE CHEZ LES JEUNES ACTIFS ?

Les jeunes de 18-24 ans partagent plus ou moins les mêmes avis que leurs parents pour l'assurance-vie et l'immobilier. Près des deux tiers, 65 % jugent les placements immobiliers intéressants. Par ailleurs, 57 % des jeunes jugent qu'il en est de même pour l'assurance-vie.

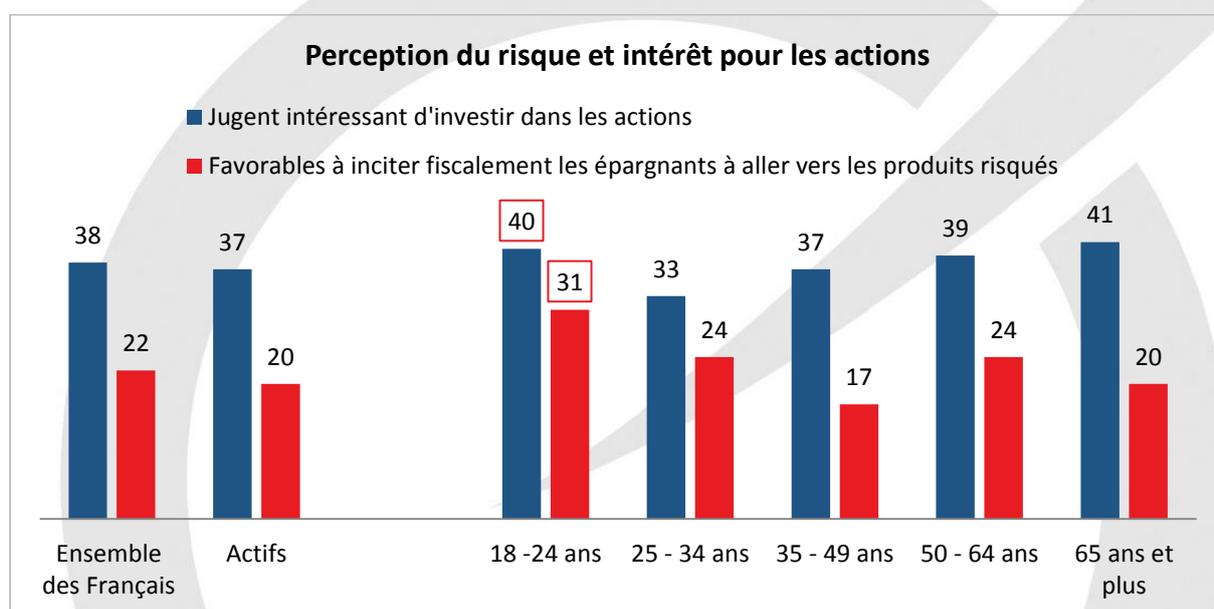
Les jeunes actifs, de 25 à 34 ans ont des positions légèrement différentes que l'ensemble de la population sur l'immobilier et l'assurance-vie. Ainsi, un jeune de cette classe d'âge sur deux juge qu'il serait aujourd'hui intéressant de placer son argent dans un contrat d'assurance-vie quand les Français sont 59 % à le penser. De même, l'investissement immobilier ne convainc que 63 % des 25-34 ans contre 68 % de la population et même 75 % des 50-64 ans. Cette génération qui doit faire face à des dépenses pré-engagées importantes, notamment pour se loger, ne fait pas de ces placements une priorité.



ACTIONS ET PLACEMENTS DITS À RISQUE SUSCITENT L'INTÉRÊT DES PLUS JEUNES

En 2016, 56 % des jeunes majeurs considéraient comme normal que l'obtention d'un meilleur rendement passe par plus de risques quand ils n'étaient que 47 % de la population à partager cet avis. Cette année, les plus jeunes (18-24 ans) se révèlent à nouveau plus ouverts au risque et aux placements dits à risques comme les actions.

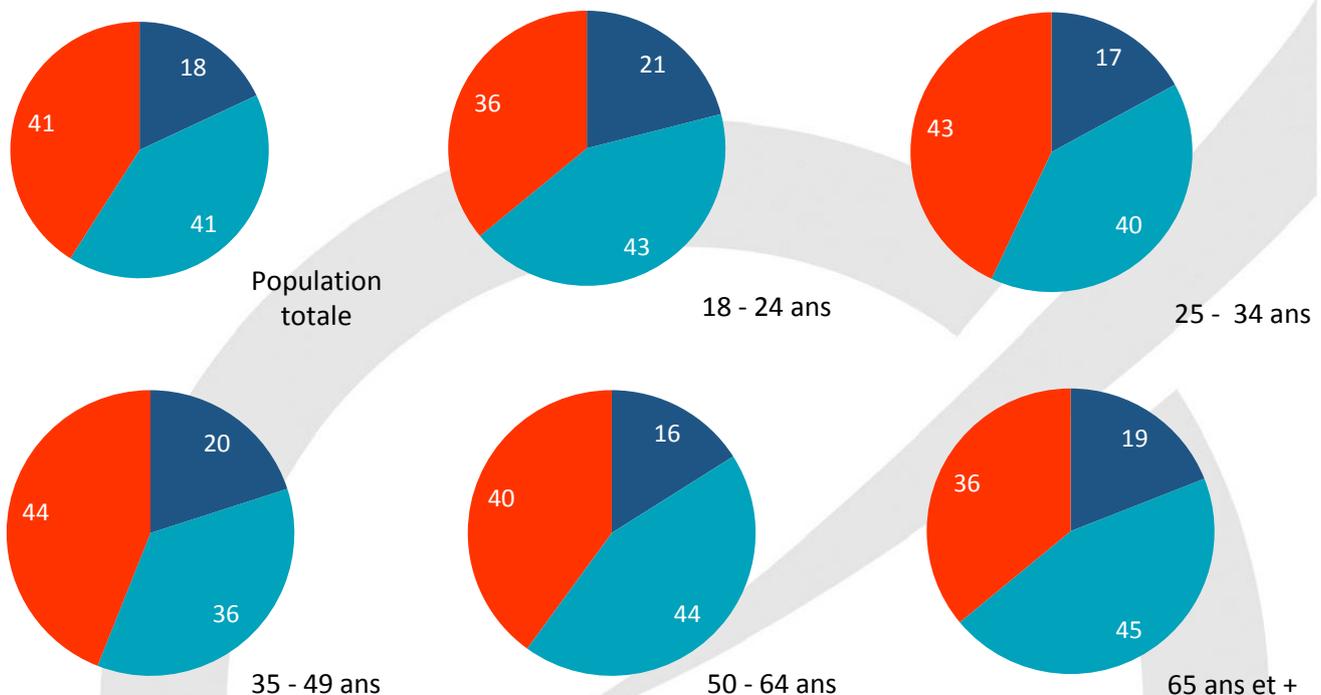
4 jeunes majeurs sur 10 considèrent qu'il est intéressant de placer son argent dans les actions, soit un peu plus que la moyenne des Français qui est à 38 %. Ils sont même 31 % à indiquer être favorables à la mise en place d'une fiscalité plus incitative sur les produits risqués quand seulement 22 % des Français et 20 % des actifs sont sur cette ligne.



Une plus forte propension de jeunes majeurs semble par ailleurs vouloir investir dans les unités de compte (UC). Ils sont en effet 21 % à faire ce choix contre 18 % des Français. Compte tenu de la faiblesse de leur épargne, les jeunes majeurs sont séduits par la rentabilité que peuvent offrir les UC. Toutefois, cette avance n'est pas propre aux UC. En effet, les fonds euros trouvent également davantage d'adeptes parmi les 18-24 ans (43 % contre 41 % de la population). Leur positionnement peut être mis en parallèle avec celui des 65 ans et plus (la génération de leurs grands-parents) qui tout comme eux manifestent plus d'intérêt pour les UC et les fonds euros que la moyenne des Français et qui, en outre, sont moins nombreux (36 % pour les deux classes d'âge contre 41 % des Français) à déclarer ne pas vouloir investir dans un contrat d'assurance-vie.

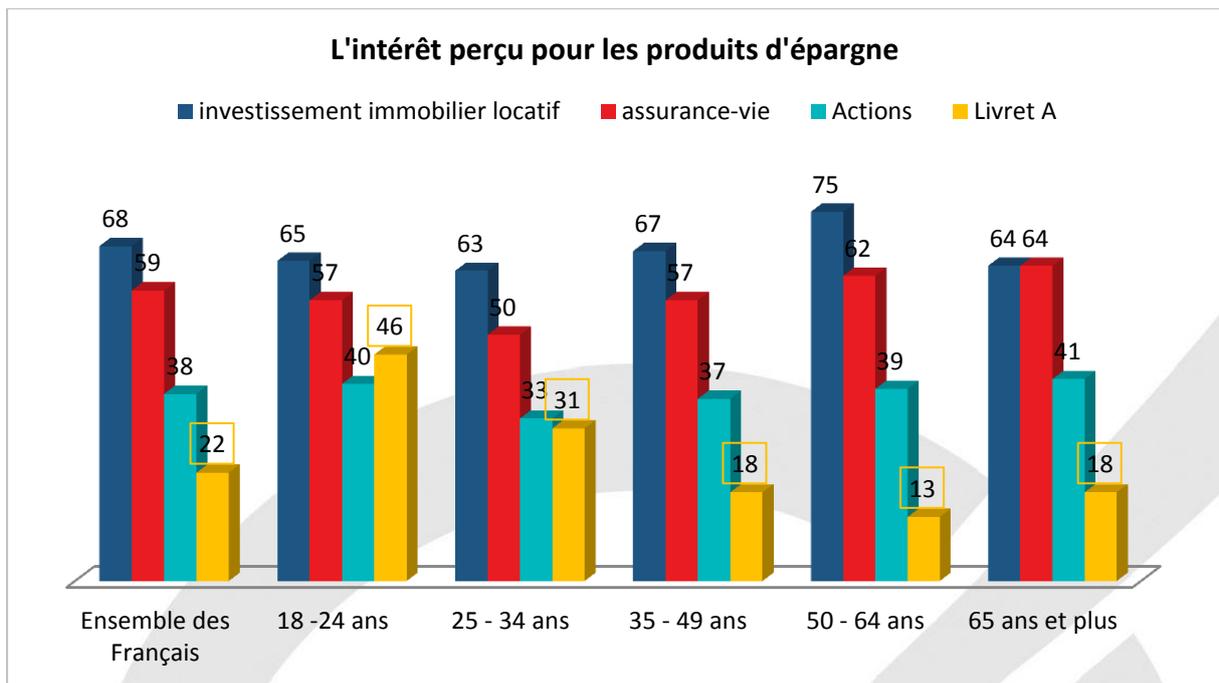
Sur quel support d'assurance-vie souhaitez-vous investir ?

■ Unités de compte ■ Fonds Euros ■ Ni l'un ni l'autre



LES JEUNES RESTENT ATTACHÉS AU LIVRET A

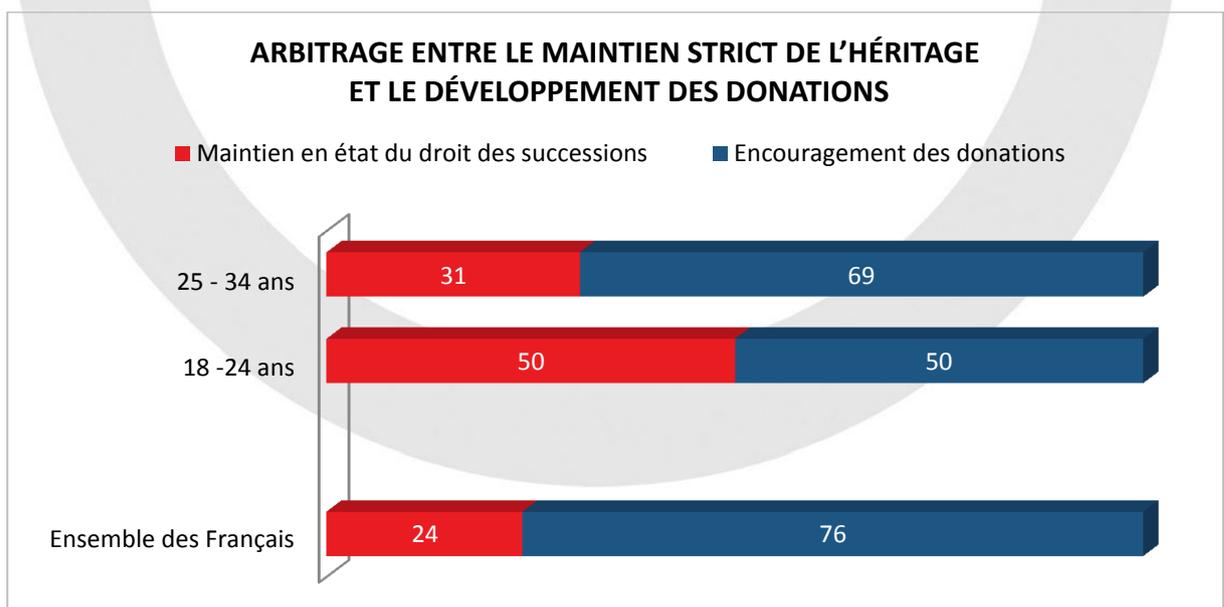
Les jeunes de 18 à 34 ans se distinguent du reste de la population par la place importante qu'ils accordent au Livret A. Ils sont 31 % à juger ce produit intéressant parmi les 25-34 ans et même 46 % pour les plus jeunes de 18 à 24 ans. Ces derniers, se démarquent en outre de leurs aînés en plaçant ce produit avant les actions qui détiennent généralement la 3^e place du podium, après l'immobilier locatif et l'assurance-vie. Ce positionnement s'explique par le fait que le Livret A est bien souvent le seul placement financier détenu par les jeunes. Détenu par 89,8 % des moins de 39 ans, le Livret A séduit par la disponibilité des fonds placés et sa neutralité fiscale. Deux arguments clés pour une population disposant de faibles revenus. Il n'est pas illogique dès lors que les 18-34 ans jugent le Livret A à la fois intéressant et rentable. À partir de 35 ans l'intérêt pour ce placement tombe à 18 % voire en deçà (pour les 50-64 ans).



TOUCHE PAS À MON HÉRITAGE !

Quand trois Français sur quatre font le choix de la donation, les 18-24 ans sont partagés à 50-50 entre héritage et donation. Toujours dépendants financièrement de leur famille, pour une majorité d'entre eux, craignent-ils sans doute que la donation du vivant profite aux générations qui les précèdent ?

Mais pour les 25-34 ans, le développement des donations l'emporte nettement (69 %).

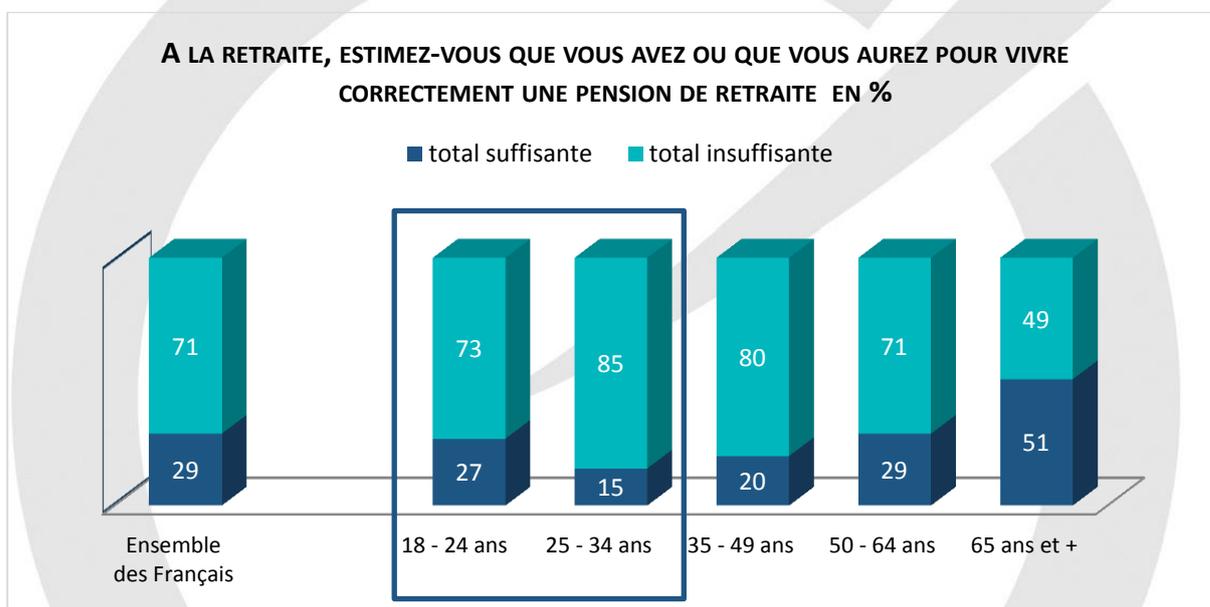


DES JEUNES SOUCIEUX POUR LEUR RETRAITE

LES JEUNES FACE AU PÉRIL DE LA RETRAITE

En matière de retraite, ce sont les 25-34 ans qui manifestent de manière plus affirmée leurs craintes sur leurs conditions de vie future. Ils sont ainsi 85 % à estimer que leur pension sera insuffisante pour vivre correctement quand 71 % des Français partagent cet avis. Ce sentiment tient principalement au fait que les actifs, et plus encore les nouveaux entrants dans la vie active, éprouvent des difficultés à évaluer leurs futures pensions et leurs besoins à la retraite.

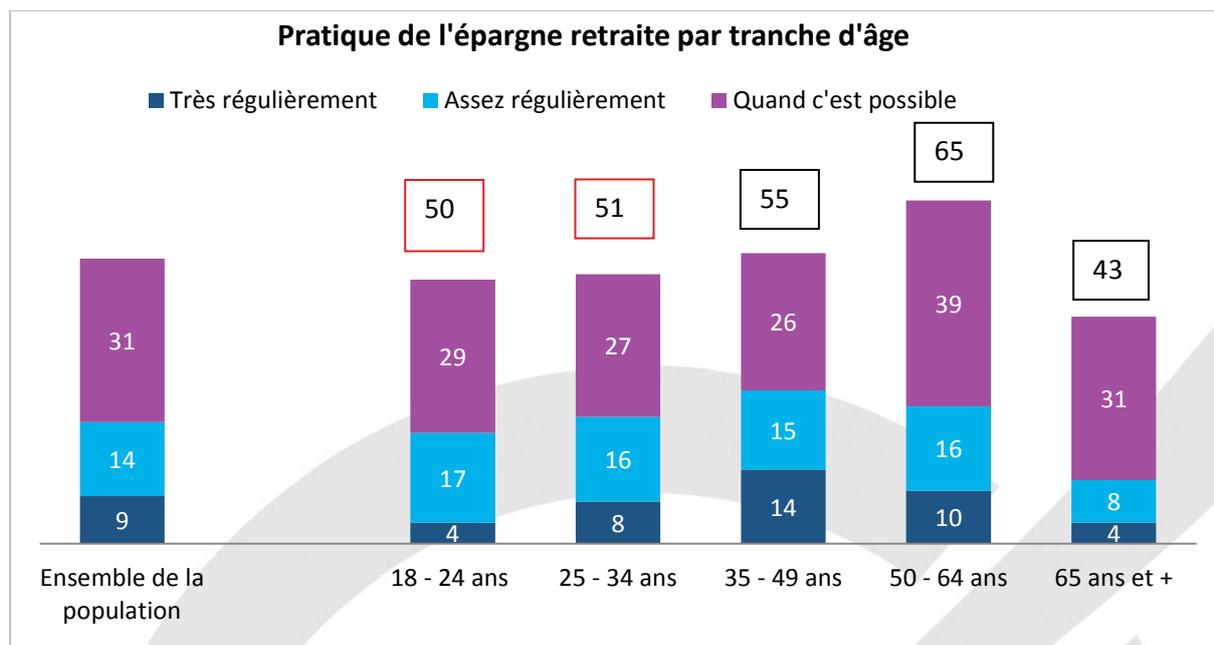
La position des 18-24 ans diffère de celle des 25-34 ans. Une part significative des premiers poursuit ses études, l'âge moyen d'entrée dans la vie active étant de 22 ans et 7 mois, selon l'INSEE. Leur vision de leur future retraite est par nature assez abstraite.



MALGRÉ DES MOYENS LIMITÉS, IL N'EST JAMAIS TROP TÔT POUR PRÉPARER SA RETRAITE

Assez logiquement les jeunes (de 18 à 34 ans), pour des raisons liées à leurs revenus, figurent parmi les actifs épargnant le moins pour leur retraite. Néanmoins, 50 % parmi les 18-24 ans et 51 % parmi les 25-34 ans, soit à peine 3 points en dessous de la moyenne des Français qui s'établit à 54 % déclarent épargner en vue de la retraite.

Les jeunes doutent de la pérennité du système d'assurance-vieillesse, ce qui peut les conduire à constituer le plus tôt possible une épargne-retraite. En effet, selon notre enquête réalisée en 2016, 78 % des 18-24 ans et même 83 % des 25-34 ans pensaient que la pérennité du régime général des retraites ne serait pas assurée à 10 ans contre 72 % pour l'ensemble de la population.



Entre 18 et 49 ans, le poids des épargnants très réguliers s'accroît fortement avec l'âge quand, au contraire, la part de ceux qui pratiquent l'épargne-retraite de manière épisodique décline. 4 % des 18-24 ans se déclarent comme épargnants très réguliers contre 14 % parmi les 35-49 ans.

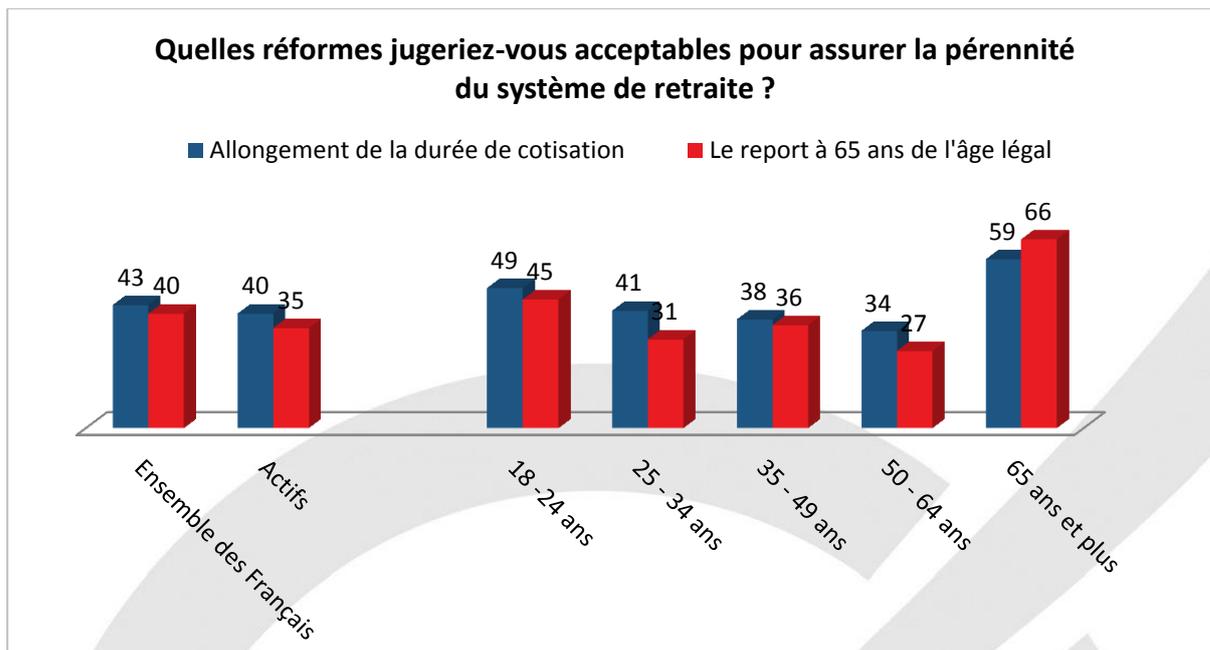
RETRAITES : LES JEUNES SONT-ILS RÉELLEMENT PRÊTS À FAIRE PLUS D'EFFORTS QUE LEURS AÎNÉS ?

Plus le rendez-vous avec la retraite se rapproche et moins les Français font preuve d'enthousiasme face aux différentes mesures envisagées pour assurer la pérennité du système des retraites, mais l'ordre des solutions varie peu avec l'âge. Toutefois, même parmi les jeunes majeurs et les jeunes actifs il convient d'examiner les résultats avec prudence.

Travailler plus longtemps, une nécessité plus qu'un choix

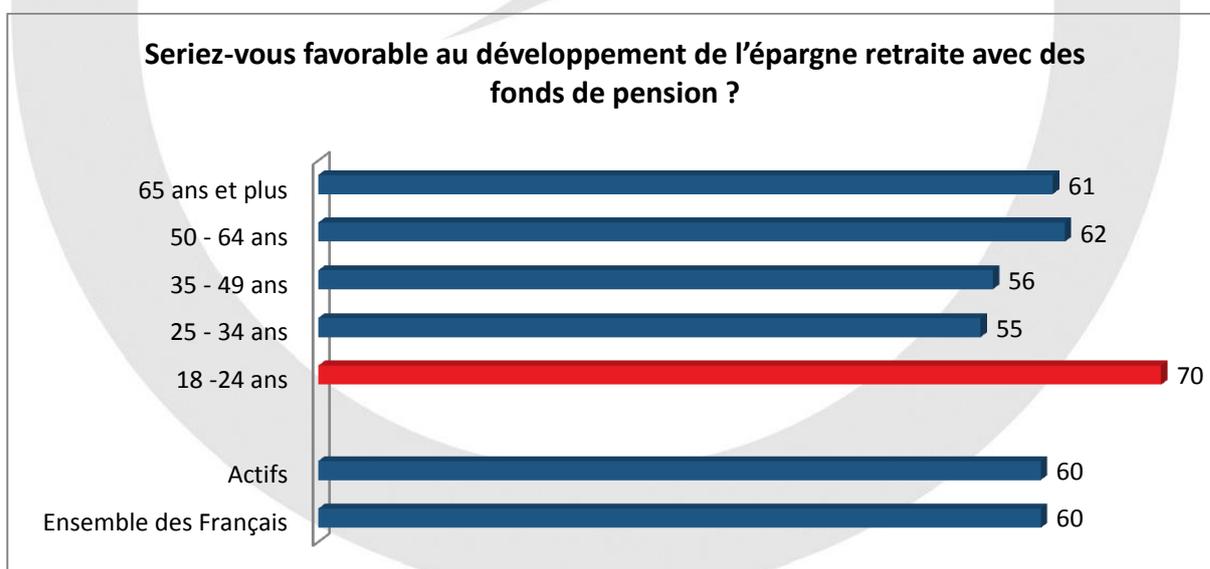
49 % des 18-24 ans se déclarent favorables à l'allongement de la durée de cotisation contre seulement 34 % des 50-64 ans. Ce taux est de 41 % chez les 25-34 ans. De même, le report de l'âge de la retraite trouve le plus d'adeptes parmi les 18-24 ans (45 % de pour) contre 40 % pour l'ensemble de la population. Ces positions sont sans nul doute liées à l'éloignement des jeunes vis-à-vis de la retraite.

Pour les 25-34 ans, le report de l'âge de départ à la retraite semble moins populaire que l'allongement de la durée de cotisation (avec 31 % d'avis favorables au report contre 41 % pour l'allongement des cotisations).

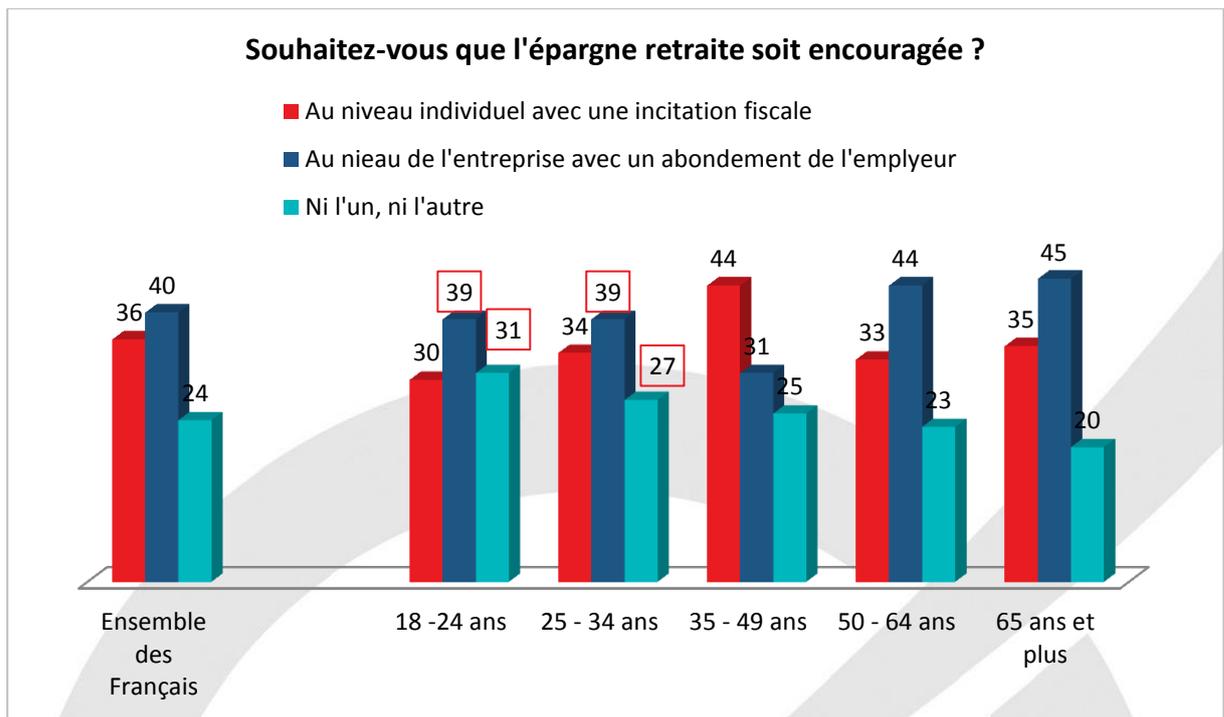


Le développement des fonds de pension solution n°1 des 18-24 ans

Le développement des fonds de pensions a la nette préférence des 18-24 ans, avec 70 % d'opinions favorables parmi cette classe d'âge contre 61 % pour l'ensemble de la population et 58 % des actifs. Cette position est à relier aux doutes exprimés sur le niveau des pensions et la pérennité du système de retraite.

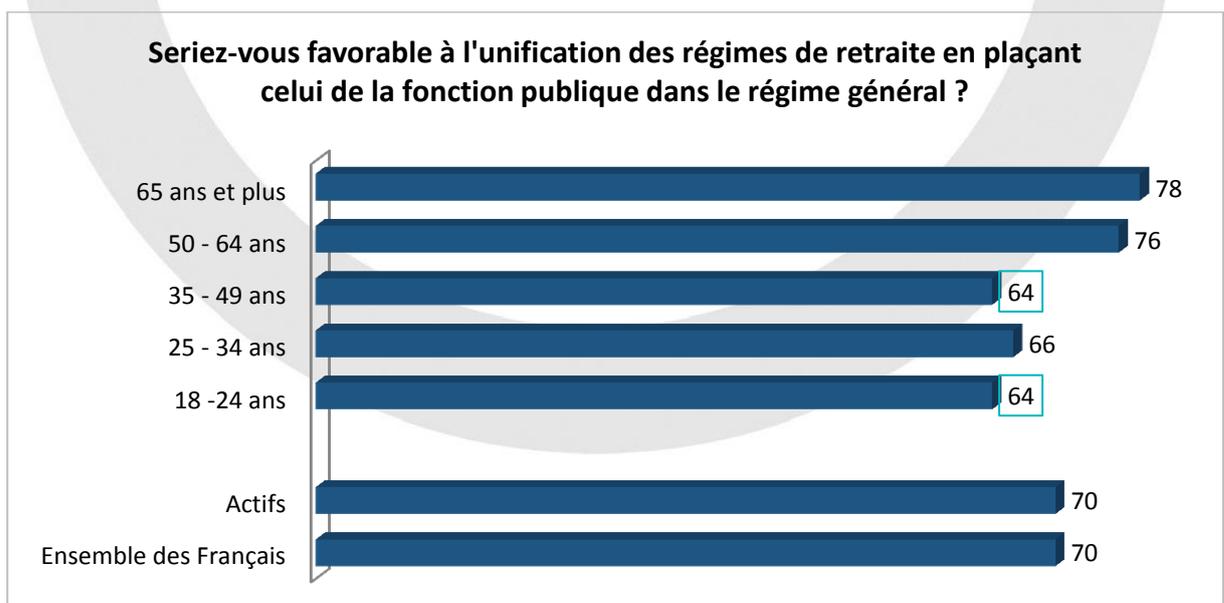


Une majorité relative des 18-34 ans (39 %) privilégie le recours à l'épargne-retraite au sein de l'entreprise. Pour autant, les sondés qui citent l'épargne-retraite individuelle (30 %) sont devancés d'un point par ceux qui placent dos à dos épargne retraite individuelle et épargne-retraite d'entreprise parmi les 18-24 ans. Avec l'âge les opinions s'affirment davantage et la part de ceux qui ne citent aucune de ces deux options décroît progressivement pour s'établir à 20 % pour les 65 ans plus.

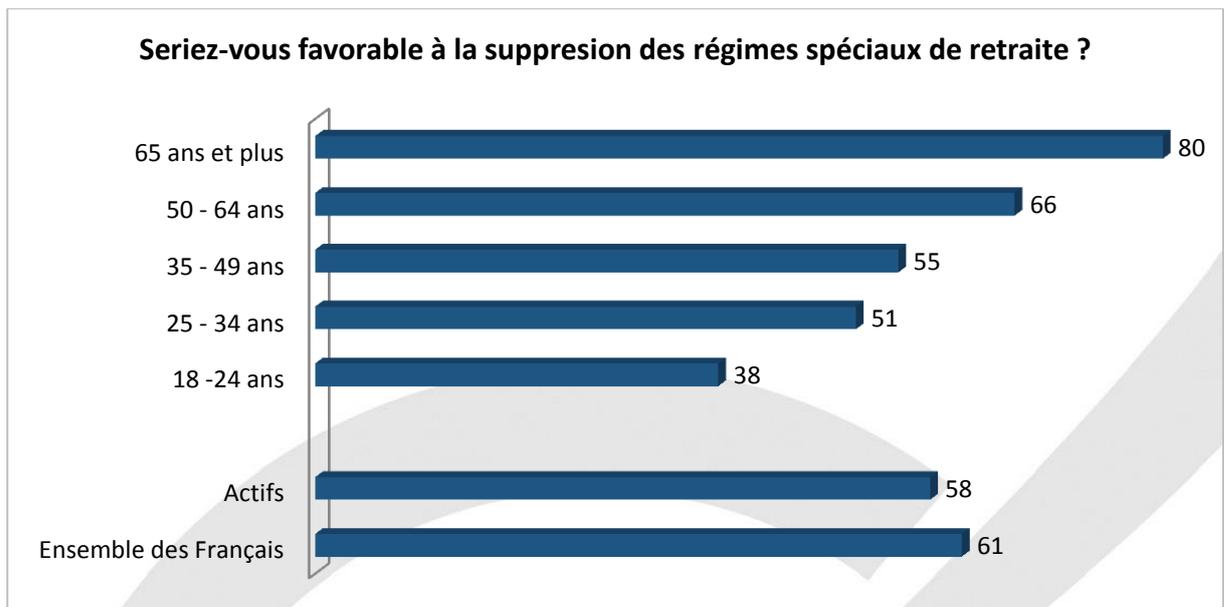


Les jeunes moins sensibles au régime unique que l'ensemble de la population

La réforme approuvée par un très grand nombre de Français, à savoir l'unification des régimes de retraites (qui rassemble 70 % des avis favorables) enregistre ses plus faibles scores chez les 18-24 ans. S'ils sont tout de même 64 % à s'y déclarer favorables, les jeunes ne placent pas cette réforme parmi leurs priorités. Pour les 35/49 ans, le relatif scepticisme résulte de la peur d'être pénalisés par cette réforme.

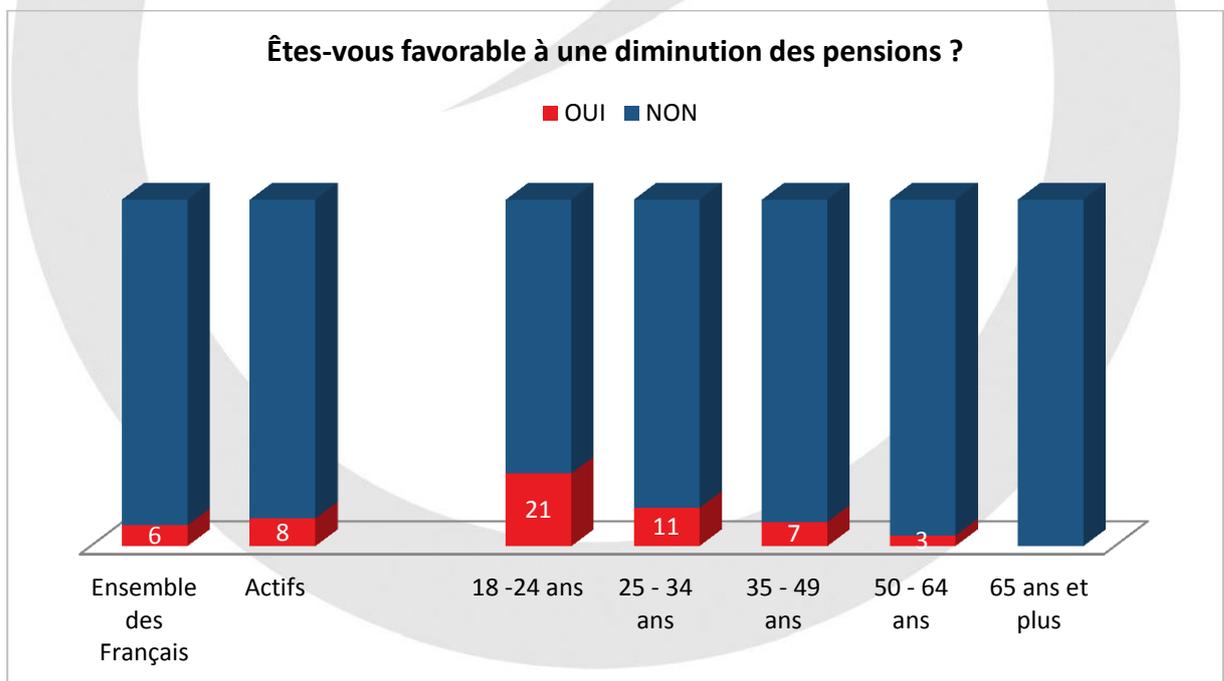


Parmi les 18-24 ans, ils ne sont que 38 % à être favorables à la suppression des régimes spéciaux à contre 61 % des Français et même 80 % des 65 ans et plus.



Les jeunes ne veulent pas réduire le montant des pensions

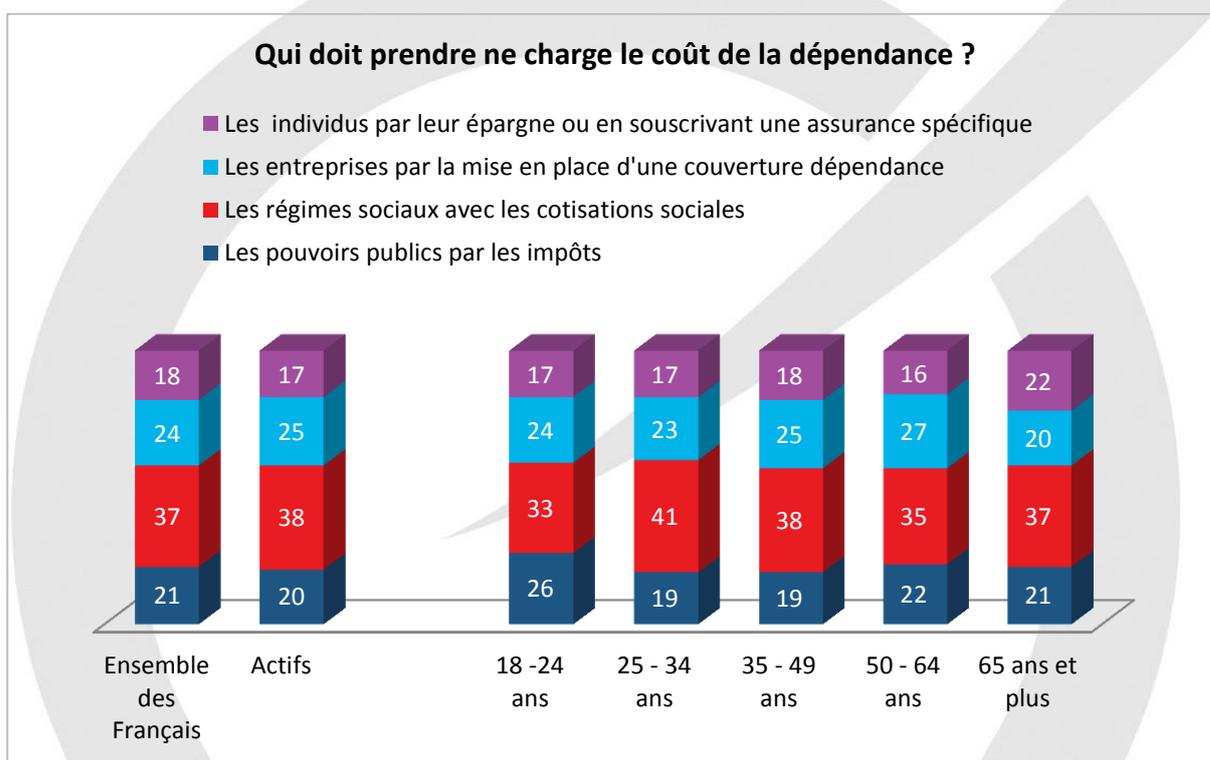
21 % des jeunes sont prêts à diminuer les pensions des actuels retraités. C'est plus que le reste de la population mais cela signifie que 79 % sont pour le statu quo. Il n'y a pas de volonté de leur part de réduire les revenus de leurs grands-parents.



LES JEUNES PRAGMATIQUES FACE À LA DÉPENDANCE

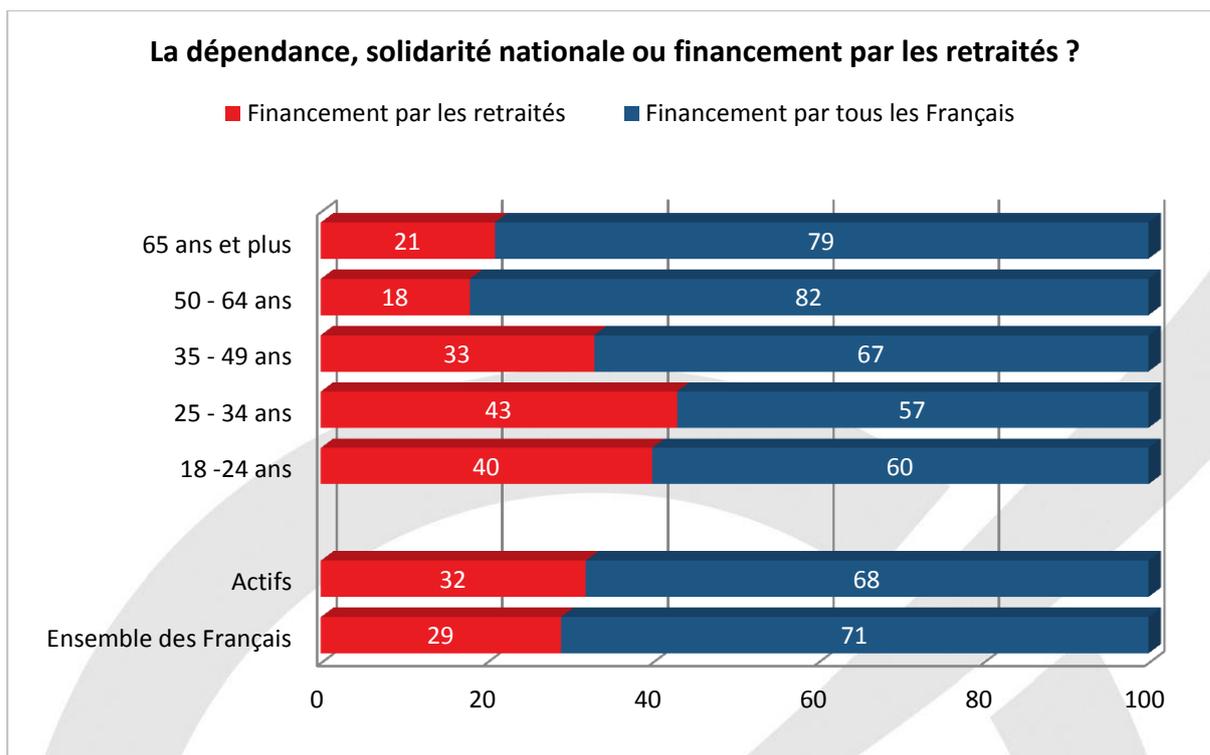
LES JEUNES FAVORABLES À UNE PRISE EN CHARGE COLLECTIVE DE LA DÉPENDANCE

Les jeunes partagent, avec le reste de la population, le souci de faire porter le financement de la dépendance sur la collectivité, à travers en premier lieu les cotisations sociales (33 % pour les 18-24 ans et même 41 % des 25-34 ans). Sans le savoir, sans doute, leurs choix reflètent les mécanismes actuels de financement de ce risque. La prise en charge individuelle de ce risque n'obtient l'approbation que de 17 % de ces classes d'âge soit quasiment autant qu'au sein de la population française (18 %).



FINANCEMENT DE LA DÉPENDANCE, LES JEUNES VEULENT FAIRE PARTICIPER LES RETRAITÉS

Les jeunes générations se distinguent de leurs aînées en souhaitant mettre à contribution davantage les retraités. Ils sont 40 % parmi les 18-24 ans à considérer que le financement de la dépendance doit être assuré par les retraités. Le record est atteint par les 25-34 ans qui sont 43 % à partager cet avis, contre 33 % de leurs aînés de 35-49 ans et 29 % des Français. Faisant face à des difficultés d'insertion professionnelle, s'ils souhaitent à titre principal que le financement soit solidaire, une part non négligeable des jeunes demande que les retraités supportent du moins en partie le fardeau financier de la dépendance.



* À la demande du Cercle de l'Épargne et d'Amphitéa, le Centre d'Études et de Connaissances sur l'Opinion Publique (CECOP) a conduit une étude sur les Français, la retraite et l'épargne.

L'enquête a été réalisée sur Internet du 7 au 10 février 2017 auprès d'un échantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Le terrain d'enquête a été confié à l'IFOP.

Retrouvez toutes les informations concernant le Cercle sur notre site :
www.cerclEDELEPARGNE.fr

Sur le site vous pouvez accéder à :

- L'actualité du Cercle
- Les bases de données économiques et juridiques
- Les simulateurs épargne/retraite du Cercle

Le Cercle de l'Épargne, de la Retraite et de la Prévoyance est un centre d'études et d'information présidé par Jean-Pierre Thomas et animé par Philippe Crevel.

Le Cercle a pour objet la réalisation d'études et de propositions sur toutes les questions concernant l'épargne, la retraite et la prévoyance. Il entend contribuer au débat public sur ces sujets.

Pour mener à bien sa mission le Cercle est doté d'un Conseil Scientifique auquel participent des experts reconnus en matière économique, sociale, démographique, juridique, financière et d'étude de l'opinion.

Le conseil scientifique du Cercle comprend **Robert Baconnier**, ancien Directeur général des impôts et ancien Président de l'Association Nationale des Sociétés par Actions, **Jacques Barthélémy**, avocat-conseil en droit social et ancien professeur associé à la faculté de droit de Montpellier, **Philippe Brossard**, chef économiste d'AG2R LA MONDIALE, **Jean-Marie Colombani**, ancien Directeur du Monde et fondateur de Slate.fr, **Jean-Paul Fitoussi**, professeur des universités à l'IEP de Paris, **Jean-Pierre Gaillard**, journaliste et chroniqueur boursier, **Christian Gollier**, Directeur de la Fondation Jean-Jacques Laffont - Toulouse Sciences Économiques, membre du Laboratoire d'Économie des Ressources Naturelles (LERNA) et Directeur de recherche à l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI) à Toulouse, **François Héran**, Directeur de recherche à l'INED et Ancien Directeur du département des sciences humaines et sociales de l'Agence Nationale de la Recherche, **Jérôme Jaffré**, Directeur du CECOP, **Florence Legros**, Directrice Générale de l'ICN Business School de Nancy ; **Jean-Marie Spaeth**, Président honoraire de la CNAMTS et de l'EN3S et **Jean-Pierre Thomas**, ancien député et Président de Thomas Vendôme Investment.

Ce dossier est une publication du Cercle de l'Épargne.

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez

Contact relations presse, gestion du Mensuel :

Sarah Le Gouez

06 13 90 75 48

slegouez@cerclEDELEPARGNE.fr



AG2R LA MONDIALE

